

**YEREVAN STATE UNIVERSITY**

Department of Translation Studies

**TRANSLATION STUDIES: THEORY AND  
PRACTICE**

International Scientific Journal

Special Issue 1

**Lectures Croisées des Discours**

*Hiatus entre Réalités Sociopolitiques,  
Récits de Mémoire et Approches Interprétatives*

**Guest Editors**

*Garik Galstyan, Gayane Sargsyan, Taguhi Blbulyan*

YEREVAN  
2023

## CONSEQUENCES OF US RECOGNITION OF JERUSALEM AS THE CAPITAL OF ISRAEL IN ARAB MEDIA DISCOURSE: THE CASE OF AL JAZEERA AND AL ARABIYA

BOUALEM FARDJAOU<sup>\*</sup>

<https://orcid.org/0009-0003-2753-108X>

UNIVERSITY OF LILLE

**Abstract:** The analysis of two Arab media outlets, *Al Jazeera* and *Al Arabiya*, makes us shape a different opinion about the recognition of Jerusalem as the capital of Israel by the United States. This recognition is that the conflict over the city between Israelis and Palestinians is turning into geopolitical tension at the regional level in addition to its internal dimension, which concerns the practice of politics in the United States.

**Keywords:** Arab media, geopolitics, international relations, Jerusalem

### LES RÉPERCUSSIONS DE LA RECONNAISSANCE PAR LES USA DE JÉRUSALEM COMME CAPITALE D'ISRAËL DANS LE DISCOURS MÉDIATIQUE ARABE : CAS DES DEUX ORGANES DE PRESSE, *AL JAZEERA* ET *AL ARABIYA*

**Résumé :** L'analyse de deux organes de presse arabes, *Al Jazeera* et *Al Arabiya*, nous amène à faire un constat différent de la reconnaissance des États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël. Cette reconnaissance est le conflit sur la ville entre Israéliens et palestiniens se muent en tension d'ordre géopolitique à l'échelle régionale en plus de sa dimension interne qui concerne la pratique de la politique aux États-Unis.

**Mots-clés :** médias arabes, géopolitique, relations internationales, Jérusalem

#### 1. Introduction

Depuis son accession au pouvoir, le président américain Donald Trump n'a cessé de mettre en avant sa capacité de négocier et a même réussi à le démontrer dans le dossier du nucléaire de la Corée du Nord. Mais il a démontré aussi un acharnement sans équivoque contre tout ce qu'a réalisé son prédécesseur Barack Obama, notamment sur

---

\* [boualem.fardjaoui@univ-lille.fr](mailto:boualem.fardjaoui@univ-lille.fr)



le dossier de la sécurité sociale aux États-Unis et sur le dossier du nucléaire iranien. Il a tout simplement rejeté, dans ce dernier dossier, l'accord signé entre l'Iran et les autres puissances mondiales.

La réaction américaine au sujet du dossier du nucléaire iranien avait suscité des réactions diverses dans le monde arabe entre ceux qui y étaient favorables à cause des conflits entre ces pays menés par l'Arabie saoudite et l'Iran dans divers dossiers régionaux, et ceux qui considéraient que cet accord amènerait plus de stabilité régionale. Parmi ces derniers on peut citer le Qatar qui a mené, depuis les années 1990, une politique indépendante de celle de l'Arabie saoudite, pays dominant le Conseil de Coopération des pays du Golfe, CCG.

Au contraire du dossier du nucléaire iranien, les décisions de l'administration américaine ces deux dernières années au sujet de la question palestinienne n'ont suscité que l'hostilité générale des médias des pays arabes. En cause la volonté de Trump de « liquider » la question palestinienne en faveur d'Israël. En tout cas, c'est le discours des médias qui met en avant l'étroitesse des rapports entre les deux gouvernements américain et israélien. Les décisions américaines sont considérées comme une manière de punir l'organisation de libération de Palestine (OLP), qui a condamné la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et a refusé le plan appelé « le deal du siècle » dont le contenu n'est pas encore connu.

Ce sont plusieurs décisions du président américain qui ont été la source du déclenchement d'une telle hostilité : la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël, sujet de cet article, la réduction des aides à l'UNRWA puis leur arrêt complet, le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, l'arrêt des aides à l'Autorité palestinienne, l'arrêt des aides aux hôpitaux de Jérusalem et enfin la fermeture du bureau de la représentation de l'OLP à Washington et l'expulsion de ses représentants.

## **2. Reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël**

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par Donald Trump, le 6 décembre 2017, a suscité de la désapprobation dans l'ensemble de la classe politique et médiatique du monde arabe, toutes tendances confondues. Elle a mis à mal le rôle des États-Unis comme médiateurs privilégiés dans les négociations israélo-palestiniennes. Pour rappel, cette décision fait suite aux promesses de Trump à la fin de 2016 lors de la campagne à la présidentielle.

Ce choix de l'administration américaine a modifié l'orientation de sa diplomatie qui a toujours reporté cette reconnaissance à l'après la signature d'un accord de paix entre les belligérants. C'est aussi une décision à l'encontre de la résolution 478 du Conseil de sécurité de l'année 1980<sup>1</sup> qui a fait suite à la décision du gouvernement israélien de la même année de considérer Jérusalem comme « capitale unie et éternelle » d'Israël. C'est notamment un coup donné aux espérances des Palestiniens suscités par l'accord

---

<sup>1</sup> La résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 20 août 1980, qui fait suite à la résolution 476 adoptée le 30 juin 1980, demande la fin de l'occupation de Jérusalem et des modifications « du caractère juridique et géographique de la ville ».

d'Oslo de 1993 ; les Palestiniens souhaitent faire de la partie orientale de la ville leur capitale.

Mais cette décision n'est présentée que comme une application de la loi votée par le Congrès américain en 1995 qui demande le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et de la reconnaissance de cette ville comme capitale de l'État d'Israël.

Les présidents américains Bill Clinton, George Bush fils et Barack Obama ont toujours repoussé l'application de cette décision en signant son report tous les six mois. L'objectif de ces reports successifs avancés par les administrations américaines était la protection des intérêts sécuritaires nationaux et le maintien d'une position d'équilibre entre les Israéliens et les Palestiniens.

### **3. Les objectifs de cette reconnaissance**

Cette reconnaissance selon les observateurs arabes est liée à plusieurs affaires. Les enquêtes menées contre plusieurs des proches de Trump dans l'affaire de l'intervention russe dans les élections présidentielles, comme Michael Thomas Flynn qui était son Conseiller à la sécurité nationale du début de son mandat jusqu'au 13 février 2017, date de sa démission à cause de fausses déclarations faites au Bureau fédéral des investigations au sujet de l'intervention russe. Ces investigations touchaient aussi un de ses proches, Jared Kushner, gendre du président qui a eu ou aurait eu des contacts avec la Russie (Smialowski 2018 ; Paris 2017).

Malgré les accusations au sujet de Jared Kushner d'être un soutien à Israël, le président américain l'investit de la mission de définir sa politique au Moyen-Orient et d'être le médiateur dans les négociations israélo-palestiniennes. Mais Kushner peut avoir de bonnes relations dans le Monde arabe à l'image du prince saoudien Mohammed Ben Salmane (MBS) avec lequel il a des relations privilégiées. Les observateurs arabes pensent que cette reconnaissance aurait l'objectif de détourner l'attention sur son administration et sur lui-même à cause de ce dossier russe.

L'autre objectif est de « cumuler les soutiens des lobbys sionistes influents à Washington » et « satisfaire les bases du parti républicain qui soutient ce transfert, surtout les conservateurs et les évangélistes ». Il aurait voulu contenter aussi ceux qui l'ont aidé financièrement pour arriver à la Maison-Blanche sous la condition de « reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël ».

Les seuls intérêts internes n'expliquent pas, à eux seuls, ce choix américain de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. La situation régionale au Moyen-Orient facilite ce choix : premièrement, les tensions internes aux États et les guerres civiles ; deuxièmement, la chute des nationalismes et des États nationalistes ; troisièmement, les divisions au sein du Conseil de coopération du Golfe CCG et au sein de la Ligue des États arabes. Toutes ces circonstances ont permis aux États-Unis d'imposer cette nouvelle situation sans réaction contraignante de la part de ces États de monde arabe.

Même si les commentateurs sont globalement d'accord sur la réprobation de cette décision américaine et sur l'essentiel de ses causes ou de ce qui a permis cet état de fait, ils ne sont pas d'accord sur l'implication des États de la région.

La chaîne d'information *Al Jazeera* qatarie (Al Jazeera 2017) considère que l'Arabie saoudite et l'Égypte n'ont pas eu la réaction attendue d'eux comme deux principaux acteurs arabes. Leurs objectifs seraient d'attirer ou de conserver le soutien de la nouvelle administration américaine dans les conflits internes, notamment les opposants au prince saoudien Mohammed Ben Salmane, et la reconnaissance pour le président égyptien Al Sissi de son autorité sur le pays qu'il n'a pas eu avec le prédécesseur du président américain, Barack Obama. Alors que pour la concurrente saoudienne de la chaîne du Qatar, la chaîne d'information *Al Arabiya* (Al Arabiya (1) 2022), les réactions du roi saoudien, cette fois-ci Salmane Ben Abdelaziz, et du gouvernement saoudien sont très différentes de ce que dépeint la chaîne qatarie. Le ministre saoudien des affaires étrangères, Adel Al Jabir, rapporté par la chaîne *Al Arabiya*, considère que la question palestinienne est une « priorité absolue » pour le gouvernement saoudien. Il soutient la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec comme capitale Jérusalem-Est, ce qui est la position traditionnelle de l'Arabie saoudite et de la Ligue des États arabes. Il a aussi appelé à soutenir l'UNRWA suite à la suppression des aides américaines à cette organisation onusienne. De son côté, devant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi défend, toujours selon le même organe de presse, la cause palestinienne et la création d'un État palestinien dans le cadre que dicte le droit international (Al Arabiya (2) 2018).

Le journal libanais à capitaux saoudiens *Al Hayat* est un autre acteur dans les dissensions inter-arabes. Il soutient le Fatah et l'OLP palestiniens contre le Hamas à Gaza. Il rapporte les déclarations émanant du Fatah encensant les positions de l'Égypte et d'autres pays arabes, sans les citer nommément (on pense notamment à l'Arabie saoudite), qui se battent contre le projet du président américain Trump « Le deal du siècle » qui aurait comme objectif la division des territoires palestiniens en deux États, l'un à Gaza et l'autre en Cisjordanie, et accusant le Hamas et ses soutiens arabes, sans les nommer (on pense notamment au Qatar), d'être l'instrument d'Israël pour l'application de ce projet (Al Hayat 2018).

Les accusations de collusion entre les deux chaînes d'information traduisent avant tout les tensions entre le Qatar et les autres pays du CCG, plus l'Égypte. L'isolement du Qatar à cause de ses positions opposées sur les dossiers régionaux a joué un rôle dans le raidissement des positions de ces deux chaînes à l'encontre des principaux acteurs arabes régionaux. Plusieurs articles du site Internet de la chaîne qatarie accusent de manière directe l'Arabie saoudite et ses alliés, surtout l'Égypte, d'être la cause principale de la liberté d'agir des États-Unis et d'Israël dans le dossier palestinien. De l'autre côté, la chaîne saoudienne accuse le Qatar d'avoir soutenu le Hamas palestinien et participer de la sorte à la division inter-palestinienne qui ne permet pas à l'Autorité palestinienne (AP) de négocier en force avec Israël. Elle accuse le Qatar notamment de diviser les pays arabes en se rapprochant de l'ennemi héréditaire de l'Arabie saoudite, l'Iran et de la Turquie qui suscite les peurs de plusieurs pays arabes à cause de sa politique régionale considérée comme hégémonique.

Du côté égyptien, la chaîne saoudienne accuse le Qatar et sa chaîne de soutenir les Frères musulmans contre le gouvernement égyptien et accuse le Hamas palestinien, en

reprenant des déclarations de responsables palestiniens, d'être en collusion avec Israël sur le projet américain « Le deal du siècle » (Al Arabiya (3) 2018), qui sachant le n'est pas encore connu.

Il est à rappeler que la presse arabe de manière générale et les deux organes analysés dans cet article mettent en avant, et très souvent, un supposé conflit religieux entre sunnisme et chiisme dans plusieurs dossiers régionaux : le Liban, l'Irak, le Yémen et la Palestine. Ce conflit est avant tout un conflit politique entre États, l'Iran et l'Arabie saoudite principalement. Il fait appel à la foi et à l'histoire et surtout à la solidarité interétatique comme vecteur d'unité ou d'opposition.

Les Émirats arabes unis sont un autre acteur régional principal dans la gestion des conflits au Moyen-Orient. Ils ont été très actifs dans le dossier yéménite et iranien, mais leur influence sur le conflit israélo-palestinien est restée pendant très longtemps insignifiante. La signature des « accords d'Abraham » – avec l'approbation de l'Arabie saoudite, qui ont mené à la « normalisation » des relations avec Israël – a fait de ce pays un acteur central dans une forme de nouvelle coalition anti-iranienne élargie. D'aucuns pensent que ce rapprochement entre Israël et certains États arabes de la région a l'objectif de faire face à l'influence turque. La Turquie, comme l'Iran, aurait la possibilité de récupérer la question palestinienne et le leadership de l'« axe de résistance » anti-américain et anti-israélien. Bien évidemment, cet accord est présenté différemment par les Émiriens. Ils ont le sentiment « d'avoir arraché une énorme concession aux Israéliens sur la question de l'annexion des territoires palestiniens. Selon leur ministre aux Affaires étrangères, Anwar Gargash, l'accord prévoit l'arrêt de l'annexion alors que, pour le côté israélien, il ne s'agissait que d'une suspension temporaire de celle-ci. En tout cas, le réalisme (realpolitik) et les intérêts économiques, politiques et sécuritaires des Émirats arabes unis, et d'autres États signataires des « accords d'Abraham », l'emportent ici sur la position traditionnelle des États arabes et de la Ligue des États arabes qui brandissaient le principe de « la terre contre la paix » (Peyronnet 2020).

#### 4. Conclusion

L'analyse de deux organes de presse arabe opposée, *Al Jazeera* et *Al Arabiya*, nous mène à faire un constat différent de cet épisode de tension causée par la reconnaissance des États-Unis de la ville de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël.

Cette reconnaissance et le conflit sur la ville entre Israéliens et Palestiniens se muent en tension d'ordre géopolitique à l'échelle régionale en plus de sa dimension interne qui concerne la pratique de la politique aux États-Unis. Ces derniers sont définitivement décrédibilisés par la presse de manière générale dans leur rôle de médiateur en chef dans les négociations entre les Palestiniens et les Israéliens. Cette impression n'est pas nouvelle, car la presse et les commentateurs dans le monde arabe ont toujours considéré que les États-Unis étaient partiaux au profit d'Israël. La différence est que cette nouvelle administration américaine a mis en question les droits reconnus des Palestiniens : Jérusalem comme capitale du futur État palestinien et le droit de retour des réfugiés. La presse considère notamment que les États-Unis mettent

en danger leurs intérêts dans la région en s'alignant totalement sur les positions du gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu qui est considéré comme le gouvernement le plus à droite de l'histoire de l'État d'Israël.

Du point de vue des théories des relations internationales, le gouvernement américain suit une approche qui peut être interprétée de deux manières.

Premièrement, c'est l'approche idéaliste issue de la théorie libérale des relations internationales. C'est une approche idéologique et rigide qui exclue les acteurs principaux étatiques et non étatiques de la résolution du conflit israélo-palestinien. La volonté américaine d'imposer une solution aux Palestiniens « résulte de la politique de la force qui conduit à chercher la sécurité dans un contexte international privé d'autorité suprême qui impose l'ordre » (Fardjaoui 2017: 193 ; Smith 1986: 107), l'ONU n'ayant qu'un rôle secondaire dans la résolution du conflit.

Les répercussions de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le conflit israélo-palestinien de manière générale prennent, selon une partie de la presse arabe, notamment les deux organes analysés pour cet article, une dimension autre que politique. Ces chaînes mettent en avant le conflit entre sunnisme et chiisme dans plusieurs dossiers régionaux, le Liban, l'Irak, le Yémen et la Palestine. Dans le cadre du dernier dossier, l'hostilité au Hamas est déterminée, entre autres, par les relations qu'entretient ce parti palestinien avec l'Iran et le Hezbollah libanais (mouvement chiite). L'enjeu pour l'Arabie saoudite et ses alliés est de contrecarrer les ambitions régionales iraniennes par tous les moyens, y compris obtenir, maintenir ou renforcer le soutien américain quitte à faire des concessions dans le dossier israélo-palestinien.

Deuxièmement, la presse met aussi en exergue le rôle des lobbys pro-israéliens aux États-Unis pour expliquer le soutien américain à Israël, ce qui nous mène à faire le constat contraire au premier. L'action américaine obéirait dans ce cas-là à une approche pragmatique de la politique. Les intérêts de l'administration américaine actuelle et du président américain lui-même sont liés à ses soutiens qui lui demandent en retour un appui indéfectible à Israël. Selon cette approche, la logique nationale l'emporte sur la logique des négociations et du donnant-donnant qui en résulte.

Tout en restant dans cette approche pragmatique, d'aucuns peuvent penser que les pressions menées contre l'Autorité palestinienne ont l'objectif de l'amener à céder afin d'arriver à la conclusion d'un accord de paix. Ce dernier constat n'est pas privilégié par la presse arabe. Il est plutôt issu de réflexions et d'opinions exprimées dans une partie de la presse internationale.

Pour conclure ce propos, nous constatons que la presse donne une dimension régionale et internationale à la question de reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. Les tensions et les conflits dans la région expliquent les réactions des uns et des autres, de l'Iran et ses alliés, d'un côté, et l'Arabie saoudite avec ses alliés et adversaires arabes, de l'autre.

### Références bibliographiques :

- Al Arabiya* (1) : non signé, « aljubir: alqadiat alfilastinia "ras 'awlawiaati" alsaeudia » [« La question palestinienne est la "priorité absolue" de l'Arabie saoudite »], *alarabiya.net*, 11/10/2018 (consulté le 15/01/2022).
- Al Arabiya* (2) : non signé, « alsiyi linitinyahu: hala qadiat filastin yuafir al'amn waltanmia » [« Al-Sissi à Netanyahu : la résolution de la question de Palestine assure sécurité et développement »], *alarabiya.net*, 27/09/2018 (consulté le 15/01/2022).
- Al Arabiya* (3) : non signé, « altawatur alruwsiu al'iisrayiliu... hamas wasafqat alqarn » [« Tension russo-israélienne. Le Hamas et le "deal du siècle" »], 25/09/2018, *alarabiya.net* (consulté le 10/12/2021).
- Al Hayat* : non signé, « lalsultat alfilastiniat tatahim hamas bialshurue fi tanfidh safqat alqarn » [« L'Autorité palestinienne accuse le Hamas d'avoir commencé l'application du "deal du siècle" »], *Al Hayat*, 13/09/2018 (consulté le 15/10/2021).
- Al Jazeera* : non signé, « khalfiat aietiraf tramb bialquds kaeasimat li'iisrayiyl watadaeiatih, dirasat aljazir » [« Les causes de la reconnaissance de Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël et ses conséquences »], *Al Jazeera studies*, 11/12/2017. URL : <http://studies.aljazeera.net/ar/positionestimate/2017/12/171211-121619961.html> (consulté le 10/11/2021).
- Battistela, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2012.
- Fardjaoui, Boualem, *Le conflit à Gaza de 2008 – 2009 dans le discours médiatique. Quand la guerre devient une affaire de géopolitique mondiale*, L'Harmattan, 2017, Paris.
- Paris, Giles et AFP, « L'enquête du FBI sur de possibles collusions avec la Russie s'étend au genre de Donald Trump », *Le Monde*, 16/05/2017. URL : [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/05/26/l-enquete-russe-s-etend-au-gendre-de-donald-trump\\_5133957\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/05/26/l-enquete-russe-s-etend-au-gendre-de-donald-trump_5133957_3222.html) (consulté le 10/12/2021).
- Peyronnet Arnaud, « Les accords Abraham, véritable rupture géopolitique au Moyen-Orient ? », *Fondation méditerranéenne d'études stratégiques*, 23/09/2020. URL : <https://fmes-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Les-accords-Abraham.pdf> (consulté le 15/09/2022).
- Smialowski, Brendan et AFP, « Relations Trump-Russie : Jared Kushner reconnaît quatre rencontres », *Le Parisien*, 24/07/2018. URL : <http://www.leparisien.fr/international/relations-trump-russie-jared-kushner-reconnait-quatre-rencontres-24-07-2017-7153755.php> (consulté le 10/12/2021).
- Smith, Michael Joseph, *Realist thought from Weber to Kissinger*, Louisiana State University Presse, Baton Rouge (La.).